



Les organisations parisiennes SNUipp-FSU, SNUDI-FO, SE-Unsa, SUD éducation, CGT Educ'Action et CNT-STE s'opposent à la réouverture des écoles le 11 mai

En annonçant de manière irraisonnée la réouverture des écoles à partir du 11 mai, le gouvernement a clairement montré qu'il ignorait la préservation de la santé des élèves, de leurs familles, et des personnels. Cette décision ne s'accompagne d'aucun plan sanitaire précis et réaliste. Cela est inacceptable. Réfléchissons, échangeons et garantissons des conditions pour une reprise progressive en toute sécurité, quand l'état de l'épidémie (au regard des données scientifiques) le permettra.

Le gouvernement a mis quinze jours à définir une méthode qui n'est pas la bonne.

Le gouvernement doit arrêter ses annonces intempestives et parfois contradictoires sur la réouverture des écoles. Pour le moment, une seule chose est sûre à propos de cette réouverture : l'impréparation générale du gouvernement ! Ces déclarations suivent les habitudes de notre ministère : lancer des injonctions sans aucune réflexion concertée préalable - directement relayées dans la presse - en oubliant sciemment des éléments clés, et en laissant chacun-e tenter de s'organiser ensuite.

Une communication franche et transparente est nécessaire ! Des masques "inutiles", des tests "non indispensables", une réouverture justifiée par "le sort des familles populaires". Tout le monde a bien compris que tout cela vise à permettre la garde des enfants des parents qui devront retourner sur leur lieu de travail à partir du 11 mai.

Les familles les plus en difficulté, qui vivent dans la pauvreté, et qui sont confinées depuis trop longtemps, sont au cœur des préoccupations des personnels parisiennes de l'éducation. Les personnels et les élèves ont envie de retourner à l'école si les conditions le permettent, mais tous-tes sont inquiet-es puisque rien n'est encore prêt. La confiance est clairement rompue !

Une réouverture prématurée.

Depuis l'annonce de cette date, de nombreuses voix s'élèvent pour avertir d'un risque sanitaire de rebond de

l'épidémie (INSERM, Ordre des Médecins, Institut Pasteur, Fédération des médecins de France, et personnalités médicales et scientifiques). Le conseil scientifique a même indiqué clairement qu'il avait préconisé une réouverture en septembre. Les personnels, les élèves et leurs familles ont besoin de garanties sanitaires comme préalables indispensables à la réouverture des écoles. Hier, le Premier Ministre a confirmé que les écoles rouvriront le 11 mai.

Quand l'état de l'épidémie (au regard des données scientifiques) le permettra, nous demanderons la **mise à disposition du matériel de protection nécessaire et la mise en place d'une politique massive de tests pour les personnels et les élèves, un temps conséquent laissé aux équipes avant l'arrivée des élèves pour organiser l'accueil des élèves dans un cadre décidé et concerté aux niveaux national et académique, le maintien des autorisations d'absences pour les personnels lorsque cela est nécessaire, le cadrage de l'organisation du travail sans cumul des tâches.**

Les organisations syndicales parisiennes SNUipp-FSU, SNUDI-FO, SE-Unsa, SUD éducation, CGT Educ'Action et CNT-STE exigent que la protection optimale de toutes et tous soit scrupuleusement observée et les conditions discutées avant de mettre en place des préconisations pour la réouverture de toutes les écoles, qu'elles soient ministérielles comme académiques. Ce sont des conditions *sine qua non* à la réouverture des écoles. Les élèves, les personnels et les familles doivent être considérés et protégés.

Même si ces conditions étaient aujourd'hui réunies, nous réaffirmons que la situation sanitaire à Paris rend impossible la réouverture des écoles le 11 mai.